

## Chambre des Représentants.

SESSION DE 1885-1886.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE NOVEMBRE.

FEUILLETON AU 10 DÉCEMBRE 1885.

### PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |   |
|------------------------------|--|---|
| 1.                           | 1686.                                    | <p>Par pétition datée de Sart-Saint-Laurent, le 22 avril 1885,</p> <p>Des habitants de Sart-Saint-Laurent demandent que ce hameau soit séparé de Floreffe et de Fosses et érigé en commune distincte.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p>   |
| 2.                           | 1701.                                    | <p>Par pétition datée de Sart-Saint-Laurent-Fosses, le 5 mai 1885,</p> <p>Des habitants de Fosses prient la Chambre de rejeter la demande d'habitants de Sart-Saint-Laurent, tendant à obtenir la séparation de ce hameau de Floreffe et de Fosses et son érection en commune distincte.</p> <p>Même demande d'habitants de Sart-Saint-Laurent.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 3.                           | 1837.<br>1844.<br>1850.                  | <p>Par pétition datée de Smeermaas, le 13 août 1885,</p> <p>Le sieur Janssens, ancien instituteur libre, à Smeermaes, demande un secours.</p> <p>Même demande des dames Rochez, à Paris, et</p>   |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

Michaux, à Herve; des sieurs Santkin et Moineau. instituteurs pensionnés, à Herve.

*Décision : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

- |    |   |   |
|----|---|---|
| 4  | 1838.                                     | <p>Par pétition datée de Martelange, le 9 août 1885,</p> <p>Le sieur Minier, à Martelange, prie la Chambre d'augmenter le traitement des gardes forestiers.</p> <p><i>Décision : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.</i></p>   |
| 5. | 1859.                                     | <p>Par pétition datée de Saint-Josse-ten-Noode, le 10 septembre 1885,</p> <p>Le conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode prie la Chambre de faire exécuter le projet de dérivation de l'eau de l'Ourthe, approuvé par le conseil provincial du Brabant, ou d'en concéder l'exécution dans les conditions indiquées par le dit conseil.</p> <p><i>Décision : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique et à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.</i></p>   |
| 6. | 1840.                                     | <p>Par pétition datée de Limerlé, le 9 septembre 1885,</p> <p>Des membres du conseil communal de Limerlé appuient la pétition du sieur Klepper, à Gouvy, tendant à obtenir une indemnité pour le préjudice que lui cause la dérivation de la route de Gouvy à la gare de ce nom.</p> <p><i>Décision : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.</i></p>  |
| 7. | 1841.<br>1854.<br>1876.<br>1903.<br>1926. | <p>Par pétition datée d'Ixelles,</p> <p>Le comité et les membres du Cercle « Les Jeunes Amateurs », à Boendael, demandent la suppression des tirs au pigeon.</p> <p>Même demande de membres de la Société « La Colombe », d'habitants de Saint-Josse-ten-Noode, de Schacrbeek, de Bruxelles et de la banlieue; des vice-président et secrétaire de la Société royale protectrice des animaux, à Bruxelles; des membres des Sociétés : « De Vrye Vlucht », « De Zwaluwe », « Liberalen Duivenskring », « Den Haan », « De Zwaan », « Duivenmaatschappij Carnot », « Eendracht maakt macht »,</p> |

Numéros  
du  
feuilleton.

Numéros  
du registre des  
pétitions.

à Anvers; « L'Espérance », « La Nouvelle Alliance », à Malines; « Le Mistral », à Lens; « Saint-Joseph », « Le Milan », « Le Télégraphe », « L'Épervier », à Seraing; « Le Progrès », à la Croÿère; « L'Avenir », à Bruges; d'amateurs de pigeons, à Anvers.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres de la Justice et de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

8. 1843. Par pétition datée de Bruxelles, le 15 septembre 1885,  
Le sieur Briant, à Bruxelles, se plaint de la façon dont un avocat d'Ixelles a introduit l'action en revendication qu'il était chargé de soutenir en son nom et de ce qu'il ait laissé prescrire ses droits.  
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
9. 1845. Par pétition datée de Verviers, le 11 août 1885,  
Des membres de l'« Union syndicale de Verviers » demandent que les huissiers soient tenus d'enformer immédiatement le tireur du non-paiement de sa traite. Même demande du sieur De Maes, à Saint-Nicolas.  
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
10. 1846. Par pétition datée d'Anderlecht, le 24 septembre 1885,  
Le conseil communal d'Anderlecht demande l'approfondissement et l'élargissement du canal de Willebroeck.  
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*
11. 1847. Par pétition datée d'Ixelles, le 20 août 1885,  
Le conseil communal d'Ixelles demande que le canal de Willebroeck soit approfondi et racheté par l'État.  
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*
12. 1848. Par pétition datée de Vesqueville, le 15 août 1885,  
Le conseil communal de Vesqueville demande que le Gouvernement prenne à sa charge le chemin de grande communication partant de Saint-Hubert et allant sur Marbehan et la frontière française.

Numéros  
du  
feuilleton.

Numéros  
du registre des  
pétitions.

Même demande des conseils communaux de Juseret, Freux, Léglise.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique et à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

13. 1849. Par pétition datée de Laeken, le 5 octobre 1885,  
Le conseil communal de Laeken prie la Chambre de décréter la suppression du fonds commun, institué par la loi du 14 mars 1876, sur le domicile de secours.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

14. 1851. Par pétition datée de Namur, le 28 octobre 1885,  
La dame Husson, à Namur, demande une récompense, pour avoir introduit un moyen de transport.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

15. 1855. Par pétition datée de Beveren, le 5 novembre 1885,  
Le conseil communal de Beveren sur l'Yser demande l'élargissement et l'approfondissement d'une partie de ladite rivière.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

16. 1856. Par pétition datée de Laeken, le 31 août 1885,  
Le conseil communal de Laeken prie la Chambre de reprendre l'étude des travaux tendant à faciliter les communications par voie navigable entre la mer et l'agglomération bruxelloise.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

17. 1858. Par pétition datée d'Ypres, le 10 août 1885,  
Le sieur Confrère, à Ypres, demande que la position des décorés de la Croix de fer et de la Croix commémorative soit améliorée.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |  |
|------------------------------|--|--|
| 18.                          | 1859.                                    | Par pétition datée de Bruges, le 8 septembre 1885,<br>Le sieur Samper, à Bruges, rappelle la requête<br>de 1864 tendant à obtenir le redressement des griefs<br>en matière d'inhumation.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et<br/>de l'Instruction publique.</i>   |
| 19.                          | 1931.                                    | Par pétition datée de Gand, le 10 novembre 1885,<br>Les président et secrétaire du « Vlaamschen kiezers-<br>bond van Gent », proposent des mesures en vue de<br>redresser des griefs en matière d'inhumation.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice,</i>  |
| 20.                          | 1878.<br>1902.                           | Par pétition datée de Wetteren, le 14 octobre 1885,<br>Le conseil communal de Wetteren prie la Chambre<br>de reviser l'article 5 du décret du 23 prairial an XII,<br>concernant les lieux d'inhumation.<br>Même demande d'habitants de Courtrai.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et<br/>de l'Instruction publique.</i>                           |
| 21.                          | 1861.<br>1918.                           | Par pétition datée de Hingene,<br>Des habitants de Hingene demandent l'abolition du<br>tirage au sort et la création d'une armée de volontaires.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et<br/>de l'Instruction publique et à M. le Ministre de la<br/>Guerre.</i>  |
| 22.                          | 1862.                                    | Par pétition datée de Lokeren,<br>Des habitants de Lokeren prient la Chambre d'ins-<br>crire au budget de 1886, un crédit destiné à dédom-<br>mager les éleveurs dont le bétail serait mort de la<br>maladie du charbon.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture,<br/>de l'Industrie et des Travaux publics.</i>                                       |
| 23.                          | 1863.                                    | Par pétition datée de Hingene, le 5 novembre 1885,<br>Le conseil communal de Hingene demande que les<br>bateliers qui naviguent pour le compte d'autrui soient<br>mis sur le même pied que les domestiques, et qu'ils ne<br>soient secourus que par la commune où leurs maîtres<br>habitent depuis cinq ans.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |  |
|------------------------------|--|--|
| 24.                          | 1864.                                    | <p>Par pétition datée de Verviers, le 26 août 1885.</p> <p>Le sieur Tombeur, à Verviers, réclame l'intervention de la Chambre à l'effet d'obtenir la distinction accordée aux combattants de 1830.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p>   |
| 25.                          | 1865.                                    | <p>Par pétition datée de Spa, le 9 novembre 1885,</p> <p>Le sieur Moxhet, à Spa, prie la Chambre d'interdire le cumul des professions de médecin et de pharmacien.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p>   |
| 26.                          | 1866.                                    | <p>Par pétition datée de Verrebroeck, le 2 novembre 1885,</p> <p>Des pères de famille de Verrebroeck se plaignent des agissements du clergé de cette paroisse, à l'égard des personnes dont les enfants fréquentent l'école communale.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p>                     |
| 27.                          | 1867.                                    | <p>Par pétition datée d'Ostende, le 4 novembre 1885,</p> <p>Les président et secrétaire de la section du « Davidsfonds » d'Ostende, demandent que le <i>Moniteur</i> paraisse dans les deux langues et que la partie non officielle en soit supprimée.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p>                                   |
| 28.                          | 1904.                                    | <p>Par pétition datée de Louvain,</p> <p>Les président et secrétaire du « Nederduitschen Burgerskring », à Louvain, demandent que la partie officielle du <i>Moniteur</i> paraisse dans les deux langues et que la partie non officielle, ainsi que le numéro du lundi soient supprimés.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |
| 29.                          | 1930.                                    | <p>Par pétition datée de Gand, le 3 novembre 1885.</p> <p>Les président et secrétaire du « Vlaamschen Kiezersbond van Gent » demandent que la partie officielle du <i>Moniteur</i> paraisse dans les deux langues et que la</p>  |

Numéros  
du  
feuilleton.

Numéros  
du registre des  
pétitions.

partie non officielle ainsi que le numéro du dimanche soient supprimés.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

30. 1868. Par pétition datée de Winkel-Saint-Éloy,  
Le conseil communal de Winkel-Saint-Éloy demande l'établissement d'un chemin de fer de Menin à Ardoye, passant par Iseghem.  
*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*
31. 1900. Par pétition en date du 14 novembre 1883,  
Des habitants de Boussalle, Bohisseau et Robertfroid présentent des observations contre la nouvelle délimitation de la commune de Coutisse.  
*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*
32. 1869. Par pétition datée de Bruxelles, le 3 novembre 1883,  
1872. Les président et secrétaire de la Société « De Veldbloem » demandent l'abrogation de l'article 47 de la  
1883. Constitution.  
1887. Constitution.  
1899. Même demande des conseils communaux de Gilly,  
1916. Lodelinsart, Laeken, Châtelet, Wanfercée-Baulet, Dison, Anderlecht, Frasnes, La Louvière, Couvin, Dampremy, Dinant, Jumet, Chapelle lez-Herlaimont, Bouffioux, Chênée, Houdeng-Aimeries, Pepinster, Bressoux, Frasnes lez-Gosselies, Warneton, Herstal, Jemeppe, La Hestre, Andrimont, Auvelais, Forest, Wavre, Ronnelles, Ougrée, Malonne, Braine-le-Comte; des président et secrétaire « de l'Association libérale communale de la Hestre »; « de la jeune garde libérale de Marcinelle et d'Ostende »; de « l'Association libérale de Cureghem-Anderlecht »; de membres de l'administration communale de Mariembourg; de membres du conseil communal de Sauvenière; de membres « de la Jeune garde libérale d'Auvelais »; « de l'Association libérale de Villers-la-Tour »; « du comité du Cercle libéral de Frameries »; du secrétaire « de l'Association libérale » du canton de Beauraing.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |  |
|------------------------------|--|--|
| 33.                          | 1871.<br>1888.                           | <p>Par pétition datée d'Anvers, le 12 août 1885,<br/>Le conseil communal d'Anvers demande le rejet de la nouvelle loi électorale et l'adjonction de la capacité au cens pour les élections législatives.<br/>Même demande du conseil communal de Morlanwelz.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p>                           |
| 34.                          | 1875.                                    | <p>Par pétition datée de Stavelot, le 13 novembre 1885,<br/>Le sieur Bonnelance, à Stavelot, demande que l'emploi de l'appareil de sûreté, applicable aux voitures de chemins de fer, dont il est l'inventeur, soit autorisé.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.</i></p>  |
| 35.                          | 1877.                                    | <p>Par pétition datée de Menin, le 16 novembre 1885,<br/>Le sieur Van Swieten, à Menin, prie la Chambre d'autoriser la pêche dans les eaux de la Lys entre Comines et Courtrai, pendant les mois d'avril et de mai.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.</i></p>  |
| 36.                          | 1879.                                    | <p>Par pétition datée de Mons, en août 1885,<br/>Des propriétaires, à Mons, prient la Chambre de réduire les frais d'expulsion des locataires en défaut de paiement.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p>  |
| 37.                          | 1880.                                    | <p>Par pétition datée d'Eecloo, le 21 octobre 1885,<br/>Des instituteurs libres de l'arrondissement de Gand-Eecloo demandent à rentrer dans leurs droits à la pension.<br/>Même demande d'anciens instituteurs de la province d'Anvers et d'instituteurs libres de diverses localités.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 38.                          | 1884.<br>1886.                           | <p>Par pétition datée de Rumbeke,<br/>Le conseil communal de Rumbeke prie la Chambre</p>   |

Numéros  
du  
feuilleton.

Numéros  
du registre des  
pétitions.

1898. d'accorder la concession d'un chemin de fer à grande  
1913. section de Menin à Ardoye par Roulers, à la Compagnie  
Hauwaert de Bruxelles.

Même demande des conseils communaux de Roulers, Coolscamp, Westende, Ghistelle, Oost-Nieuwkerke, Merkem, Dadizeele; du secrétaire de l'Association conservatrice d'Ostende; des administrations communales d'Erneghem, Menin; des bourgmestres de Clemskerke, Saint-Pierre-Cappelle; d'un conseiller communal de Schoore et de Zevecote; de membres des conseils communaux d'Oostduinkerke, de Nieuport, Ouckene, Eeghem, Cachtem, Gits, Oudenbourg, Thourout, Woumen, Ledeghem, Ardoye, Zonnebeke.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

39. 1889. Par pétition datée de Pétigny, le 11 novembre 1885,  
Des habitants de Pétigny prient la Chambre de  
réduire le contingent annuel de la milice.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

40. 1897. Par pétition datée de Bruxelles, le 18 novembre 1885,  
Les président et secrétaire du « Willems-Fonds »,  
à Bruxelles, se plaignent de ce que le Ministre de la  
Justice n'ait pas fait publier dans les deux langues les  
affiches relatives à l'adjudication au rabais, concernant  
les instituts agricoles de Beernem et Ruysselede.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

41. 1905. Par pétition datée de Tournai, le 20 novembre 1885,  
Les président et secrétaire de la « Fédération des  
commissaires et officiers de police judiciaire du  
royaume » demandent pour les commissaires de police  
et les commissaires-adjoints la fixation d'un minimum  
de traitement et l'affiliation à une caisse de retraite  
de l'État.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

42. 1907. Par pétition datée de Berchem, le 20 novembre 1885,  
Le sieur Bisschops, fonctionnaire pensionné de

Numeros du feuilleton.	Numeros du registre des pétitions.
------------------------------	--

l'État, à Berchem lez-Anvers, demande la revision de sa pension.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

43.        1908.        Par pétition datée de Goyer, le 20 novembre 1885,  
Le sieur André, à Goyer, se plaint de la façon dont on entretient la route de Saint-Trond à Waremme.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

44.        1909.        Par pétition datée d'Ingelmunster, le 21 novembre 1885.

Le sieur Guesnet, à Ingelmunster, présente un système électoral.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

45.        1911.        Par pétition datée de Gand, le 23 novembre 1885,  
Le sieur Pauwels, à Gand, se plaint des agissements d'un ouvrier cantonnier de l'administration des ponts et chaussées.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

46.        1912.        Par pétition datée de Frameries, le 21 novembre 1885,

La dame André, à Frameries, réclame contre l'incorporation de son fils, milicien de la levée de 1885.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

47.        1915.        Par pétition datée de Lombeek-Sainte-Catherine, le 25 novembre 1885,

Des habitants de Lombeek-Sainte-Catherine demandent itérativement la réouverture du passage n° 55 sur la voie ferrée.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |  |
|------------------------------|--|--|
| 48.                          | 1921.                                    | Par pétition datée de Jemappes, le 20 novembre 1885,<br><br>Le sieur Bouchez, à Jemappes, se plaint d'un arrêt de justice prononcé contre lui.<br><br>DÉCISION : <i>Ordre du jour.</i>   |
| 49.                          | 1917.                                    | Par pétition datée de Borgerhout, le 21 novembre 1885,<br><br>Le conseil communal de Borgerhout demande l'établissement d'une justice de paix dans cette commune.<br><br>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i>  |
| 50.                          | 1922.                                    | Par pétition datée de Sous-le-Bois, le 25 novembre 1885,<br><br>Le sieur Collin, à Sous-le-Bois, réclame l'intervention de la Chambre à l'effet d'obtenir la somme qui lui reviendrait du chef de sa rémunération de milice.<br><br>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i> |
| 51.                          | 1923.                                    | Par pétition datée de Bruxelles, le 21 novembre 1885,<br><br>Le sieur Dubuquoi, à Bruxelles, prie la Chambre de conserver aux commerçants faillis de bonne foi, l'exercice de leurs droits politiques.<br><br>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i>   |
| 52.                          | 1924.                                    | Par pétition datée d'Ostende, le 21 novembre 1885,<br><br>Le conseil communal d'Ostende demande l'établissement d'un chemin de fer direct de Bruxelles à Mayence, passant par Wavre, Huy et Viel-Salm.<br><br>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.</i>           |
| 53.                          | 1925.                                    | Par pétition de Wasmes,<br><br>Le sieur Legat, à Wasmes, réclame contre l'arrêt d'un jugement rendu à sa charge.<br><br>DÉCISION : <i>Ordre du jour.</i>   |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
34.	1928.

Par pétition datée de Wyngene, le 22 novembre 1883,

La veuve Snauwaert, à Wyngene, demande le remboursement de la contribution personnelle qui lui a été réclamée du chef de son habitation.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

